

COMEAU, Robert *et al.*, *Daniel Johnson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991. 451 p.

Jean-Claude Dupuis

Volume 45, numéro 2, automne 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304975ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304975ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dupuis, J.-C. (1991). Compte rendu de [COMEAU, Robert *et al.*, *Daniel Johnson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991. 451 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 45(2), 270–272. <https://doi.org/10.7202/304975ar>

COMEAU, Robert *et al.*, *Daniel Johnson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991. 451 p.

Cet ouvrage, qui rassemble les communications présentées lors du quatrième colloque de l'Université du Québec à Montréal sur *les Leaders politiques du Québec contemporain*, a les qualités et les défauts du genre. La formule adoptée fait une large place aux anciens collaborateurs de Daniel Johnson, ce qui nous permet de connaître intimement le personnage, mais implique un certain manque de recul et d'esprit critique. Ce type de colloque a parfois tendance à se transformer en panégyrique. Le livre qui en résulte offre certes un bon tour d'horizon de la carrière de Daniel Johnson, mais il ne fait pas réellement progresser l'historiographie. En outre, comme il exige que le lecteur ait une connaissance préalable de ce premier ministre et de son

temps, il ne peut servir d'introduction à la période. Mais ces défauts sont inhérents à tout colloque et n'enlèvent rien à la qualité du volume, qui se lit avec beaucoup d'intérêt et dont certains textes donnent matière à réflexion.

L'ensemble des communications éclaire l'«énigme» Daniel Johnson. Aucun des participants ne doute qu'il ait toujours souhaité maintenir le Québec au sein d'un Canada binational. Mais son fameux «égalité ou indépendance» était plus qu'un bluff, c'était le choix qu'il présentait au Canada anglais. Ce n'était pas une étape préliminaire en vue de rompre définitivement la confédération dans un avenir plus ou moins éloigné. Au fond de lui-même, Daniel Johnson a peut-être rêvé d'indépendance. Il protégeait l'aile séparatiste de l'Union nationale, aile qui sera brutalement écartée par son successeur Jean-Jacques Bertrand. Toutefois, le slogan «égalité ou indépendance» reflétait plutôt l'ambiguïté profonde de la pensée de Daniel Johnson, une ambiguïté représentative du peuple qu'il gouvernait.

Guy Bertrand et Alain Bacciagalupo relient cette ambiguïté constitutionnelle à l'ambivalence familiale (Canadien français et Irlandais), professionnelle (hésitation entre la prêtrise et le droit) et idéologique (passage brusque du conservatisme au progressisme) qui caractérisa la vie de Daniel Johnson. Ces deux auteurs tranchent avec le ton des autres communications lorsqu'ils affirment que, malgré ses qualités d'homme et de chef d'État, la devise de Johnson semble avoir été: *Le pouvoir d'abord, la politique ensuite*. Ce qui a toujours fait défaut à Daniel Johnson, c'est une pensée politique claire. Il était un politicien habile dont la grandeur d'âme fut rehaussée par la maladie; mais il fut, peut-être par manque de culture générale, incapable de définir lui-même l'orientation que devait prendre la société québécoise. Il semble avoir été ballotté par l'histoire. Arrivé au pouvoir sans vision politique propre, il ne put qu'adhérer au projet de société défini par la haute fonction publique héritée du gouvernement Lesage. Sa stratégie constitutionnelle paraît également réagir aux impulsions de l'extérieur: montée du séparatisme, États généraux du Canada français, appel du général de Gaulle. Dale C. Thompson montre comment Johnson fut dépassé par les initiatives diplomatiques du Président de la République française. De Gaulle fut d'ailleurs déçu par «son ami Johnson» qu'il considérait à la fin comme un simple politicien et non pas comme un chef d'État. L'absence de vision politique de Daniel Johnson se fit particulièrement sentir lors de la conférence constitutionnelle de février 1968 où il affronta Pierre Elliott Trudeau devant les caméras de la télévision. Dans le meilleur texte du collectif, Guy Laforest analyse la portée politique et symbolique de cet épisode. D'un côté, Pierre Trudeau, constitutionnaliste de métier et intellectuel de vocation, qui, après avoir réfléchi pendant quinze ans à la question nationale, se lance en politique animé par une idée claire de la tâche à accomplir: rapatrier la constitution et y insérer une charte des droits, maintenir l'égalité des provinces, renforcer la centralisation et l'État-providence. De l'autre, Daniel Johnson, avocat de campagne et politicien de carrière, duplessiste rallié à la Révolution tranquille par manque de vision personnelle autant que par opportunisme, autonomiste frayant avec les séparatistes, lié par un slogan efficace sur le plan électoral mais difficilement réalisable sur le plan

politique. C'est le pot de fer contre le pot de terre. Johnson en sortira défait et le Québec perdra l'initiative de la réforme constitutionnelle. Johnson comprend alors que le Canada anglais n'acceptera jamais le principe de l'égalité des deux nations et est saisi de panique à l'idée de se rabattre sur l'autre volet de son alternative, l'indépendance. Selon Laforest, cette angoisse a peut-être hâté la mort du chef de l'Union nationale.

L'image de Daniel Johnson qui se dégage du collectif est très positive. Les participants au colloque l'admirent surtout parce qu'il a continué les réformes entreprises sous Jean Lesage. Johnson est présenté comme le sauveur de la Révolution tranquille alors qu'il aurait pu en être le fossoyeur. Bien qu'exacte sur le plan historique, cette interprétation manque d'esprit critique envers la glorieuse Révolution tranquille. Dans cette optique, l'histoire du Québec prend quasiment l'allure d'une « Histoire sainte », du récit de la miraculeuse sortie du peuple québécois de l'Égypte duplessiste. À cet égard, le texte de Jocelyn Létourneau sort des sentiers battus. Il explique que l'historiographie actuelle a tendance à se confondre avec la « mémoire collective » de la technocratie. Elle vise à protéger le « nouvel être collectif québécois » créé en 1960, un être qui est présentement menacé par une nouvelle génération peu réceptive aux principes sociaux-démocrates. L'histoire récente du Québec se transforme alors en un « roman technocratique » qui entend propager les mythes de l'« âge héroïque » des forces progressistes. Malheureusement, Jocelyn Létourneau n'indique pas les nouvelles pistes de recherche qui permettraient de dépasser les paradigmes de l'historiographie contemporaine.

*Département d'histoire  
Université de Montréal*

JEAN-CLAUDE DUPUIS